

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 5 février 1992

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LES PENSIONS

Mlle Deborah Grey (Beaver River): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui au nom de mes électeurs de Beaver River et de tous les Canadiens pour exiger que le gouvernement conservateur mette immédiatement un terme au régime honteux qui permet aux députés et aux sénateurs de toucher les pensions les plus généreuses qui soient au Canada.

Dès le départ, le Parti réformiste s'est opposé à ce régime excessif qui permet à tout député, quel que soit son âge, de recevoir au moins 23 390 \$ par année après n'avoir siégé que six ans dans cette enceinte. Les autres citoyens canadiens, les travailleurs du secteur privé, sont loin d'avoir droit à des pensions aussi généreuses. Il faut mettre un terme à cette pratique.

Les conservateurs sont incapables de juguler le déficit. Le gouvernement doit trouver le courage de réduire les dépenses en commençant par sabrer dans nos propres pensions. Ce régime est vraiment inadmissible pour les citoyens ordinaires dont le fardeau fiscal augmente chaque année sous le gouvernement conservateur.

Je comprends parfaitement, monsieur le Président, qu'un gouvernement ait tout intérêt à maintenir ces pensions, car beaucoup de ses députés risquent d'être remplacés, en fait, par des députés réformistes lors des prochaines élections. Quoi qu'il en soit, il faut mettre un terme à ce régime de pensions tout à fait inacceptable.

* * *

LE SRI LANKA

M. Bill Attewell (Markham—Whitchurch—Stouffville): Monsieur le Président, je voudrais aujourd'hui abor-

der encore une fois une question urgente, soit le sort des Tamouls.

Depuis 13 ans, les Tamouls souffrent aux mains du gouvernement du Sri Lanka. Il est temps que leur tourment cesse. Le Canada doit aider à mettre fin aux violations des droits de la personne dont sont victimes les Tamouls.

Il faut également faire cesser les blocus économiques qui durent depuis 19 mois. Les fournitures médicales ne parviennent pas aux gens qui en ont désespérément besoin. Il s'agit là d'une question urgente, et le Canada doit y jouer un rôle de premier plan afin d'assurer la paix, la sécurité et le respect des droits de la personne pour le bien des Tamouls.

* * *

[Français]

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, la gestion de l'offre est un des grands piliers de notre système agricole au Canada. Le contingentement de la production laitière, bâti depuis 20 ans, était l'élément le plus important pour le soutien de la ferme familiale.

Pour la première fois, les agriculteurs travaillaient avec confiance et stabilité et l'opportunité de bénéficier de leur travail de sept jours par semaine.

La relève agricole est alors devenue plus intéressante pour leurs familles. C'est un système sain, humain, né de l'esprit de collaboration et de bénéfices mutuels si importants pour des communautés à caractère agricole dans toutes les régions du pays.

Maintenant, cette entente collective est menacée par la négligence et l'insouciance impardonnables d'un gouvernement qui ont abusé de la confiance des agriculteurs par son manque de conviction dans les négociations du GATT.